

Ca avance! La commémoration des 10 ans de la catastrophe de l'usine AZF Toulouse du 21 septembre 2001 a été, cet automne, un point d'orgue en faveur de l'information et de la sensibilisation sur l'essentielle question locale et nationale des risques industriels.

La prise de conscience du risque industriel se renforce, la mobilisation s'étend

Les reportages des médias sur cet accident de type Seveso, ont démontré que les leçons de ce drame n'ont été tirées qu'en apparence seulement. La situation aberrante que nous vivons à l'ouest de La Rochelle a été largement traitée. Nous avons été entendus. Il faut persévérer.

La fin d'un tabou. La parole s'est libérée. La dénonciation des sites industriels dangereux, illégitimes car trop proches des habitations n'est plus un sujet tabou. Ce n'est plus une réalité contre laquelle on ne pourrait rien faire, sinon que de courber l'échine.

Cette prise de conscience Seveso ne fait que commencer. Elle nourrit la mobilisation de milliers et de milliers de personnes exposées au risque et dont la situation est très insuffisamment prise en compte par les autorités et les industriels.

Ces riverains des sites à risques disent tous : « Ce n'est pas aux habitants de payer l'irresponsabilité et de se soumettre aux enjeux financiers. »

La poussée associative. A travers la France, des associations citoyennes comme Respire se créent et se développent, par exemple, à Donges (Loire-Atlantique) et Fos-sur-Mer. Elles font avancer le débat démocratique. Ce débat ne peut en aucune manière être remplacé par la phrase: « Les études des spécialistes de l'Etat disent qu'il n'y a pas de danger. » De qui se moque-t-on ? Le rappel des combats menés pour faire reconnaître les dangers de l'amiante, des dioxines, et tant d'autres produits encore, suffit à remettre les idées en place. Et 2011 a encore été marqué par différents accidents à caractère technologique.

Force constructive. La colère s'amplifie: Les sites à risque peuvent et doivent bouger! Et on ne doit pas rajouter du risque au risque. Vivre en sécurité, sans pollution, est devenue plus qu'une revendication légitime, c'est une force. Si certains en doutent et pensent ainsi que les choses sont immuables, immobiles, libre à eux. Les deux années d'existence de RESPIRE et son action constructive et solidaire ont démontré le contraire. **Continuons!**

Quatre raisons d'adhérer à RESPIRE

Ne pas accepter que l'Etat exproprie des citoyens, au profit des sociétés d'hydrocarbures

Refuser que les riverains soient obligés de faire à leurs frais les travaux de protection face aux risques d'incendie et d'explosion

Reconquérir de l'espace, dont celui volé par les cuves, afin que nous puissions vivre en sécurité.

Faire que la qualité de vie et le développement durable existent aussi à l'ouest de La Rochelle.

Contact postal pour adhésion (à partir de 2 euros)
Emilienne Panne-
tier 252 Bd Denfert
-Rochereau
17000 La Rochelle
Tél. 06.84.51.05.03

courriel
respire.larochelle
3@gmail.com

Ne pas jeter
sur la voie publique



A pleins poumons!

Rassemblement d'Ecocitoyens pour Sensibiliser, Protéger et Initier au Respect de leur Environnement

www.association-respire-la-rochelle.org

Janvier 2012 bulletin n°7

à la Une Face aux risques technologiques Seveso
Le 29 janvier, mobilisons-nous sur le marché de la Pallice



En 2012, il faut poursuivre notre mouvement citoyen et le développer encore pour que prime l'intérêt des habitants. Ce n'est qu'alors que le PPRT Picoty-SDLP sera exemplaire.

Il y a un an, après une action de sensibilisation sur la question Seveso sur le marché de la Pallice, nous avons porté nos revendications dans la cour de l'hôtel de ville et devant la préfecture. Avec succès.

Ces initiatives, et d'autres, ont porté leurs fruits. La Ville ne peut plus faire comme si la question des risques industriels n'existait pas. L'Etat, en charge des plans de prévention des risques technologiques (PPRT), a été obligé de revoir sa copie concernant le dossier des cuves d'hydrocarbures Picoty-SDLP. Dans ce dossier, les riverains avaient été pris pour quantité négligeable. Ils étaient méprisés

L'association Respire vous donne rendez-vous avec banderoles, pancartes et gilets jaunes sur le marché de la Pallice, le dimanche 29 janvier, afin de réaffirmer notre détermination et nos revendications, en particulier celles concernant le PPRT Picoty-SDLP: « Les riverains sont en danger, les cuves doivent reculer! ».

Point de rassemblement, à l'entrée de la Pallice, dès 10 heures, au rond-point Avenue Denfert-Rochereau-rue Jacques-Henry et rue Alphonse de Saintonge.

L'image de La Rochelle, c'est (aussi) Seveso

La Ville a été prise à son propre jeu de ne pas écouter le mécontentement de la population
Lire page 2

La Ville de La Rochelle et le député-maire Maxime Bono ont été pris à leur propre jeu de ne pas vouloir entendre le mécontentement et la mobilisation de la population sur la réalité Seveso.

En passant du déni aux échappatoires, sans craindre les discours contradictoires, en ne prenant pas clairement parti pour les habitants, et en menaçant l'Etat et les pétroliers, le député-maire s'est mis sous les feux des projecteurs qu'il cherchait à éviter.

La Rochelle, c'est la honte. Ainsi, pour les 10 ans de la catastrophe d'AZF, France 2 avec l'émission « Envoyé spécial, la suite », le 20 Heures de TFI (*), France 3, France Info et la presse écrite (dont « Géo », « Sud-Ouest ») ne s'y sont pas trompés. Les reportages et articles ont mis en évidence que La Rochelle est un exemple frappant de ce que qu'il ne fallait pas faire et de ce qu'il ne faut plus faire.

Pas clair et flou. Si nous constatons que le député-maire n'a pas brillé pour défendre ses concitoyens, nous ne nous réjouissons pas de cette situation. Maxime Bono est des plus flou à propos de la proximité des habitations et des sites Seveso seuil haut, et il renvoie sur son blog l'examen de « reconfiguration du quartier de la Pallice », à l'horizon 2014, le début de son éventuel prochain septennat municipal. Nous ne pouvons

voir là qu'une tentative de gagner du temps sachant que le PPRT SDLP-Picoty devrait être bouclé en mars 2013. Cherchez l'erreur.

Association cohérente. Respire le redit: « Nous ne sommes pas une machine de guerre contre la mairie ». Nous continuons d'ailleurs, animés par le souci de maintenir le dialogue, à rencontrer des représentants de la mairie comme cela a été le cas, par deux fois, cet automne. Nous ne constatons

pendant aucune réelle évolution de la position de la Ville et une transmission toute relative des informations sur les futurs projets de sites classés.

Pas rêveurs, réalistes Et qu'on ne nous entonne pas le refrain de l'emploi et de l'industrialisation, voire de la réindustrialisation. **Notre association n'est pas contre l'industrie mais les sites dangereux n'ont pas à tutoyer les habitations, ni à s'en rapprocher.**

Lorsque, par exemple, nous disons que le recul des cuves d'hydrocarbures s'impose, nous ne sommes pas de doux rêveurs.

Nous pointons la réalité et le double discours des décideurs nationaux et locaux qui ont les mots développement durable et environnement plein la bouche alors que le quotidien qu'ils nous font vivre, à l'ouest de La Rochelle est lamentable.

L'image de La Rochelle, c'est (aussi) Seveso

Derrière les tours du Vieux-Port, il y a, à la Pallice, les cuves de carburant. Les media s'en sont rendus compte à l'occasion des 10 ans du drame d'AZF Toulouse

(*) Les reportages sur La Rochelle Seveso sont accessibles sur internet

L'enquête du 20h - Dix ans après AZF, toujours des sites dangereux



Encore un site dangereux

EnviroCat Atlantique. L'usine expérimentale d'agrocarburant abandonnée, voilà que surgit un nouveau projet de site classé afin de produire un « catalyseur éco-innovant pour la filière biodiésel français ». L'implantation est prévue rue Deflandre, tout près des silos. en zone Seveso. Les produits utilisés, méthanol et sodium métal sont extrêmement dangereux. Le premier est particulièrement inflammable et le second est explosif au contact de l'eau. Le produit fini est tout aussi dangereux. RESPIRE va écrire une lettre ouverte au député-maire et à la préfète pour demander, au nom du principe de précaution, que ce site ne voit pas le jour.

A savoir...

Charte du Grand Port Maritime de La Rochelle.

Compte tenu des contentieux en cours, à l'unanimité de ses membres, le bureau de Respire a souhaité ne pas être "partenaire associé" ou "partie prenante" de cette charte de communication, tout en restant ouvert au dialogue avec le port.

Holcim. Respire s'est retirée du comité de suivi du chantier. Une lettre argumentée a été expédiée au porteur du projet, ainsi qu'au PDG d'Holcim France : « Nous sommes de plus en plus convaincu(e)s que le

lieu d'implantation de votre broyeur constitue une erreur grave tant pour l'environnement que le paysage des pertuis charentais. Votre participation au bétonnage de la côte est et restera inacceptable. » (voir sur le site Respire).

Axéréales. Projet d'implantation de nouveaux silos à grains sur le port : Respire a adressé un courrier au commissaire enquêteur pour dénoncer, après Holcim, ce nouveau bétonnage de la côte et contester l'utilité de nouveaux silos dès lors que ceux de la SICA semblent sous-utilisés.

Prenez note

Lors du dernier Comité local d'info et de concertation Picoty / SDLP : Respire a dénoncé le peu d'information donné aux riverains sur la nouvelle étude Inéris décidée par la préfecture et concernant la valeur des biens et la vulnérabilité. Nous demandons aussi qu'une information soit diffusée en direction de tous les riverains concernés par les travaux de protection.

Stage France Nature Environnement / Respire : Attachant de l'importance à la formation des citoyens sur les risques industriels, Respire a organisé avec FNE un stage en novembre. Y participaient des Rochelais (dont un représentant du comité de quartier de Port Neuf), des riverains de la raffinerie de Donge (44), un représentant de l'UFC Que choisir 17.

Agenda

2e quinzaine janvier PPRT PICOTY SDLP, réunion d'information sur les études de vulnérabilité d'Inéris.

1^{ère} quinzaine de février. Restitution complète des études de vulnérabilité et de l'étude d'Inéris. Et ébauche de la stratégie du PPRT.

10 février. Rencontre de Respire avec la préfète sur les dossiers en cours.